



Un nouveau chef pour les défis sécuritaires du futur

BERNARD WUTHRICH, BERNE
COLLABORATION: MICHEL GUILLAUME

🐦 @BdWuthrich, @mfguillaume

ARMÉE Le commandant de corps Philippe Rebord n'ira pas au terme de son mandat. Pour sa succession, un nom revient souvent, celui du chef de l'état-major général, Claude Meier

En raison des importants chantiers en cours, le Conseil fédéral avait décidé l'automne dernier de prolonger le contrat de Philippe Rebord jusqu'à fin 2020. Comme il l'a annoncé publiquement jeudi, le chef de l'armée, qui aura 62 ans dans quelques jours, s'en ira à fin 2019. Il invoque une double raison de santé: une thrombose survenue lors d'un vol en janvier, «qui n'a pas été détectée par le premier médecin consulté», et une arthrose de la hanche qui le contraint à se faire poser une prothèse. L'opération aura lieu fin décembre.

Sa succession est désormais ouverte. Viola Amherd va mettre sur pied une commission de sélection. Mais c'est le Conseil fédéral qui désignera le nouveau chef de l'armée. A priori, tout est ouvert. En réponse à une question, Viola Amherd évoque la possibilité de nommer un civil, mais elle relève que le numéro un du dispositif national de défense a toujours été recruté parmi les commandants de corps. Philippe Rebord a sa petite idée. Il ne la divulgue pas, mais livre la réflexion suivante: «Ceux qui travaillent déjà à la tête de l'armée en ont une vue d'ensemble. Si l'on



CLAUDE MEIER
CHEF
DE L'ÉTAT-MAJOR
GÉNÉRAL

fait appel à quelqu'un d'autre, il lui faudra un temps d'adaptation.»

Un pilote en première ligne

L'armée compte trois commandants de corps: Philippe Rebord, le chef de l'Instruction Daniel Baumgartner et le chef du commandement des Opérations, Aldo Schellenberg. Or ces deux derniers semblent hors course. Agé de 57 ans, Daniel Baumgartner, qui n'est en poste que depuis une année, a émis le désir de changer d'activité pour des raisons personnelles. Il se murmure qu'il pourrait devenir attaché militaire aux Etats-Unis. Quant à Aldo Schellenberg, il est trop âgé (60 ans) et avait été décrié lorsqu'il

Autre atout: Claude Meier connaît bien le domaine aérien. C'est un avantage pour la réalisation du programme Air2030

dirigeait les Forces aériennes entre 2013 et 2017.

Il faut descendre d'un échelon pour dénicher l'éventuelle perle rare. Et là, un nom revient sou-

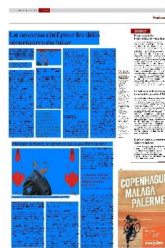
vent: celui du divisionnaire Claude Meier, chef de l'état-major depuis 2016. Parfaitement bilingue, il est titulaire d'un diplôme de l'Ecole pratique des hautes études de Paris et d'un Master of Advanced Studies en sécurité et management des crises de l'EPF de Zurich. Il aura 55 ans en mai et dispose de la vue d'ensemble si essentielle aux yeux de Philippe Rebord. On le dit «intellectuellement brillant», «à l'écoute des gens», «doté d'une énorme capacité de travail».

Autre atout: il connaît bien le domaine aérien. Pilote de formation, il a commandé une escadrille de F/A-18. C'est un avantage pour la réalisation du programme Air2030, qui englobe l'acquisition d'un nouveau jet de combat en remplacement des F-5 Tiger et des F/A-18 ainsi qu'un dispositif de protection de l'espace aérien. C'est l'un des grands défis de la Défense ces prochaines années.

Cybersécurité et troupes au sol

Ce n'est pas le seul. Le nouveau «général» suisse devra poursuivre et achever la mise en œuvre du programme de développement de l'armée (DEVA). La cybersécurité sera une autre de ses priorités. Et il faudra «moderniser les troupes au sol», ajoute Viola Amherd. Un rapport est attendu à ce sujet d'ici à l'été. Pour l'ancien président de

la Société suisse des officiers (SSO), Denis Froidevaux, c'est un enjeu très important: «Les compétences de défense doivent être maintenues. Cela suppose des investissements de plusieurs milliards pour des chars de combat et les capacités de feu», résume-



t-il.

Le profil du futur chef de l'armée fait déjà débat au sein des Commissions de politique de sécurité (CPS) du parlement. Pour Thomas Hurter (UDC/SH), «il faut un chef qui puisse guider l'armée et défendre les intérêts de celle-ci auprès de la population. Et auprès des entreprises, qui la voient comme une charge, car elle les prive temporairement de leur personnel. Or, elles profitent

aussi de la sécurité et de la stabilité qu'elle apporte à la Suisse.» Adrian Amstutz (UDC/BE) estime qu'«il faut un soldat et non un intellectuel de beau temps». De son côté, Pierre-Alain Fridez (PS/JU) attend quelqu'un qui soit capable de regarder au-delà des frontières nationales: «Viola Amherd est aussi sensible à cette ouverture sur le monde. Un conflit traditionnel est une hypothèse de moins en moins probable», dit-il.

Outre Claude Meier, d'autres noms sont évoqués: on parle du divisionnaire Thomas Süssli (52 ans), chef de la Base d'aide au commandement (BAC) qui sera fusionnée avec la Base logistique de l'armée (BLA), du divisionnaire Melchior Stoller (58 ans), conseiller militaire de Viola Amherd, ou du divisionnaire Daniel Keller (56 ans), commandant de la formation supérieure des cadres. ■

Philippe Rebord, le général qui a pacifié l'armée

PERSONNALITÉ A l'heure du bilan, les politiciens et officiers saluent la droiture et la franchise de Philippe Rebord, contraint à la démission pour des raisons de santé

Difficile de tirer le bilan de Philippe Rebord après deux ans d'activité seulement à la tête de l'armée. Le Valaisan y est arrivé comme «un général» de transition et il en repartira ainsi à la fin de l'année. A son entrée en fonction en 2017, il est pourtant sous pression. Il est Romand, ce qui n'a pas manqué de susciter quelques grincements de dents en Suisse alémanique. De plus, il succède à André Blattmann, un commandant qui avait parfois défrayé la chronique à la suite de nombreuses fuites dans les médias.

Moins visible médiatiquement que son prédécesseur, mais bien présent à la tête de ses troupes, «Philippe Rebord a ramené le calme au sein de l'armée», salue Adrian Amstutz (UDC/BE), membre de la commission de sécurité du Conseil national. «Un homme réfléchi et analytique, sachant s'effacer derrière sa mission», ajoute Thomas Hurter (UDC/SH).

Une réforme bien négociée

Ce licencié en lettres qui a commencé sa carrière dans le corps des instructeurs de l'infanterie a dû mettre en œuvre la réforme du développement de l'armée (DEVA), réduisant ses effectifs de 220 000 à 100 000 hommes et femmes. «Une opération compliquée qu'il a bien négociée», souligne Denis Froidevaux, l'ancien président de la Société suisse des officiers.

Toute réforme suscite son lot de résistances dans les milieux conservateurs,

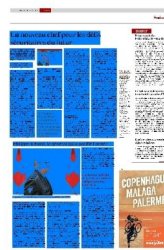
notamment au sein du Groupe Giardino qui a tenté en vain de lancer un référendum. Désormais, l'armée attend le renouvellement de sa flotte aérienne à l'enseigne d'Air2030. «Pilotant la dimension technique du programme, Philippe Rebord a décrié les relations entre les différents courants qui traversent l'armée, ce qui n'a pas été simple», renchérit Denis Froidevaux.

De son côté, Pierre-Alain Fridez (PS/JU) salue l'ouverture du commandant de corps sur le thème de la promotion de la paix à l'étranger. «Il a compris que la sécurité de la Suisse commence à l'étranger bien au-delà de nos frontières par des engagements comme celui des troupes de la Swisscoy au Kosovo ou par la coopération au développement.»

«Un homme réfléchi et analytique, sachant s'effacer derrière sa mission»

THOMAS HURTER, CONSEILLER NATIONAL (UDC/SH)

Quant à Géraldine Savary (PS/VD), elle souligne sa franchise et sa droiture. «Il a instauré une nouvelle culture de communication au DDPS, plus active qu'auparavant.» Lorsque en février dernier, plusieurs avions F/A-18 sont momentanément cloués au sol, l'armée ne le cache plus. «C'est une information qui n'aurait jamais été dévoilée



voici encore quelques années», relève la sénatrice vaudoise. Et quand les haut gradés font scandale en engageant des dépenses excessives lors de certains de leurs séminaires, Philippe Rebord avoue «une faute morale». «Il a donné une voix intelligente à la grande muette», résume Jean-Luc Addor (UDC/VS), qui a jadis servi sous ses ordres.

Seule note dissonante dans ce concert de

louanges, celle de Lisa Mazzone (Les Verts/GE), qui n'a pas goûté la manière dont Philippe Rebord s'est attaqué au service civil en faisant tout pour qu'il devienne moins attractif. «Ces attaques relèvent d'une forme d'idéologie occultant tout ce que le service civil apporte à la société. Cette question relevant de plus du Département de l'économie, il aurait mieux fait de se taire», regrette la Genevoise. ■ M. G.



Philippe Rebord, un général «de transition» qui a marqué les esprits. (PETER KLAUNZER/KEYSTONE)